

# **TRADUCTION EXTÉRIEURE NON RÉVISÉE**

## **Adhésion et revenus**

Évolution des revenus agricoles dans les premières années de l'adhésion de la Finlande à l'UE

**Martti Kankaanpää**

### **Résumé**

L'adhésion à l'UE a entraîné la libéralisation et l'ouverture du secteur agroalimentaire au commerce extérieur en Finlande. Ces marchés auparavant presque fermés sont désormais ouverts à la concurrence européenne. Les prix à la production ont subi une baisse considérable. Le niveau de l'aide apportée à l'agriculture finlandaise, qui était déjà très élevé en 1994, a connu une augmentation brusque en 1995 grâce aux fonds alloués en compensation de la baisse des prix consécutive à l'adhésion à l'UE. La diminution du nombre d'exploitations agricoles s'est accélérée lorsque la Finlande a rejoint l'UE. L'agriculture finlandaise a été et se trouve encore dans un processus de changement structurel. D'autre part, ce processus ainsi que l'augmentation de la taille des exploitations agricoles ont été perçus comme des solutions permettant la croissance ou du moins le maintien des revenus des agriculteurs.

La présente étude a pour but de clarifier la question de l'évolution des revenus de l'agriculture finlandaise au niveau des fermes pendant les premières années de l'adhésion finlandaise à l'UE. Les sources de données employées sont les statistiques sur les revenus agricoles, basées sur les registres statistiques agricoles, ainsi que des données fiscales détaillées et complètes extraites de bases de données administratives.

Les changements des revenus agricoles moyens sont décrits tant au niveau statistique de la population qu'en panel, c'est-à-dire au niveau des exploitations qui ont été prépondérantes dans les statistiques pendant toute la période de l'étude. De plus, le présent document apporte des informations sur la façon dont les revenus agricoles des exploitations individuelles ont évolué entre 1994 et 1997.

Les sources de données statistiques étayaient fortement la conclusion selon laquelle la majeure partie, voire l'ensemble, de l'évolution favorable des revenus des fermes s'explique par la restructuration de l'agriculture finlandaise. Les exploitations agricoles qui ont cessé leurs activités agricoles sont presque exclusivement des affaires peu rentables, mais il en va de même pour les nouvelles exploitations dont on incorpore les données aux statistiques. Les exploitations agricoles qui ont été prépondérantes dans les statistiques pendant toute la période de l'étude n'ont enregistré qu'une légère hausse des revenus agricoles. En termes réels, les revenus par exploitation agricole ont diminué. Tandis que des ressources sont passées des exploitations qui ont mis fin à leurs activités agricoles aux fermes qui continuaient à produire, certaines exploitations sont parvenues à augmenter leurs revenus plus rapidement que la moyenne des exploitations agricoles.

### *Introduction*

Depuis quelques décennies, l'agriculture finlandaise a subi des changements structurels considérables, caractérisés par la diminution du nombre de fermes et celui de la main-d'œuvre, la mécanisation et l'augmentation du rendement de la production, ainsi que par la spécialisation tant au niveau régional que des fermes individuelles. En

1974, le pays comptait 258 000 fermes et 287 000 travailleurs agricoles salariés, soit 13% du total de la main-d'œuvre salariée. En 1994, 20 ans plus tard, les fermes n'atteignaient même plus le nombre de 115 000 et les salariés du secteur agriculture n'étaient plus qu'environ 150 000.

L'adhésion de la Finlande à l'UE a stimulé les pressions en faveur d'un renforcement de la compétitivité internationale des fermes et de l'augmentation de leur taille. Les estimations relatives à l'orientation des changements structurels sont très cohérentes: le nombre d'unités de production diminuera, la taille moyenne des fermes augmentera et la production agricole nécessitera un apport de travail moindre (Niemi et Linjakumpu, 1996).

L'agriculture finlandaise est basée sur des exploitations familiales et caractérisée par un grand nombre de petites fermes. Celles-ci connaissent les difficultés liées à des dépenses en capital élevées par quantité produite et à un besoin important de main-d'œuvre. Environ 80% des exploitations sont des sociétés privées et les 20% restants sont surtout la propriété d'entreprises familiales, de sociétés familiales et d'héritiers ou le résultat de successions.

#### *Modification de l'environnement d'exploitation de l'agriculture*

L'adhésion à l'UE a bouleversé l'environnement d'exploitation du secteur alimentaire finlandais. Du temps de l'économie fermée, avant l'adhésion, les prix des matières premières étaient presque totalement réglementés. L'organisation des agriculteurs (le MTK, ou Syndicat central des producteurs agricoles et des propriétaires de forêts) et l'État négociaient chaque année un accord sur les prix cibles des principaux produits agricoles. L'industrie agroalimentaire devait utiliser ces matières premières en raison des protections douanières. Comme les prix étaient connus, les producteurs agricoles et l'industrie alimentaire étaient à même d'effectuer leurs calculs et prévisions avec un degré élevé de certitude. Dans le cadre de la nouvelle économie ouverte, la concurrence s'est accentuée à tous les niveaux. Les commerçants pouvant acheter des aliments auprès de nombreuses sources, l'industrie alimentaire nationale doit être capable de se mesurer à la concurrence du marché unique. Les matières premières sont également disponibles tant sur le marché national que sur celui de l'ensemble de l'UE. Les prix se fixent à divers niveaux et doivent donc être compétitifs à chacun de ceux-ci. Le secteur alimentaire finlandais n'est toutefois pas encore sur un pied d'égalité avec les autres États membres de l'UE en raison de l'aide financière accordée pendant la période transitoire (Kettunen, 1996).

Les effets de l'adhésion à l'UE se font sentir avec le plus d'acuité au niveau des entreprises. Comme les agriculteurs prennent leurs décisions de production en se basant sur les prix, les coûts et le niveau d'aide en vigueur, la rentabilité de la production et des revenus constituent d'importants facteurs. Les possibilités de poursuite de la production dépendent de sa rentabilité, c'est-à-dire de son résultat financier. Les revenus des agriculteurs sont somme toute l'élément décisif.

L'adhésion de la Finlande à l'UE a révolutionné le système de génération de revenus des agriculteurs suite à la baisse des prix du marché et à la réforme des systèmes d'aide à la politique agricole. En 1995, le régime d'impôt sur le chiffre d'affaires a été remplacé par le système normalisé de la T.V.A. Les taxes payées par l'industrie agricole à l'achat des biens et services sont passées du statut non déductible au statut déductible, ce qui explique la chute marquée des prix à la consommation intermédiaire.

Tableau 1: Part de l'agriculture dans le PIB, l'emploi et la FBCF en 1980, 1985, 1990 - 1997

1980	1985	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
4,6	4,3	3,6	3,3	2,7	2,9	2,9	2,0	1,8	1,6
11,0	9,6	7,0	7,1	7,2	7,2	7,2	6,5	6,0	5,7
7,4	5,8	3,8	3,4	3,0	3,5	3,4	3,3	3,2	3,6

Source des données: Comptes de la Nation pour 1975 – 1998. Statistiques de la Finlande.

Tableau 2: Évolution des prix de certains produits (en %)

	1995	1996	1997
Lait	-31,9	0,1	-0,0
Œufs	-66,9	47,7	-13,4
Bœuf	-40,9	-8,1	-6,1
Porc	-50,7	0,6	4,5
Blé	-59,0	4,0	-3,2
Seigle	-64,7	1,1	-1,6
Orge	-53,8	2,8	-1,3
Avoine	-52,5	4,5	-4,3
Moyens de production	-21,9	2,3	2,7
Investissements	-14,5	0,4	1,3

Source des données: Revue mensuelle des statistiques agricoles. Centre d'information du ministère de l'Agriculture et de la Sylviculture

#### *Sources des données statistiques*

Les résultats présentés dans la présente étude sont basés sur les Statistiques de revenus et d'impôts de l'agriculture et de la sylviculture pour la période 1994-1997.

Les Statistiques de revenus et d'impôts de l'agriculture et de la sylviculture sont compilées pour former une étude globale. Les unités statistiques sont les exploitations agricoles administrées par des personnes physiques et comptant au moins deux hectares de terres arables cultivées. Le Registre agricole statistique, tenu par le Centre d'information du ministère de l'Agriculture et de la Sylviculture, a fourni la population de référence. Ce registre couvre la gestion de toutes les fermes comptant au moins un hectare de terres arables. Les données relatives aux revenus sont extraites de la base de données de l'Administration fiscale finlandaise. Elles ont été associées à l'exploitation respective au moyen du numéro d'identité de l'agriculteur. Les revenus comprennent les gains de l'agriculteur ainsi que ceux de son conjoint.

L'origine des Statistiques de revenus et d'impôts de l'agriculture et de la sylviculture remonte au début des années 1970, époque de la création du registre agricole. Ces statistiques décrivent la structure et le niveau des revenus imposables des agriculteurs ainsi que leur évolution.

Si l'on mesure les changements structurels des exploitations agricoles au moyen de l'augmentation de terres arables, trois facteurs entrent en ligne de compte, assortis d'effets partiellement inverses: 1) les exploitations agricoles qui cessent la production sont souvent de petite taille, en moyenne; 2) les exploitations qui continuent la production gagnent en taille, en moyenne; 3) les exploitations qui commencent à produire sont en général plus petites que la moyenne mais beaucoup moins nombreuses que celles qui cessent de produire. Les nouvelles fermes qui commencent à produire sont mises sur pied notamment à la suite de divisions d'exploitations. Dans la présente étude, les revenus de ces groupes sont décrits séparément.

Le tableau 3 renseigne sur la présence des exploitations agricoles dans les statistiques. Sur toute la période étudiée, 64 743 exploitations ont été prépondérantes dans les statistiques. 11 350 exploitations ont cessé la production avant l'adhésion finlandaise à l'UE, et 1 272 exploitations ont fait leur apparition dans les statistiques de revenus en 1997.

Tableau 3. Présence des exploitations agricoles dans les statistiques

Incluses en 1994 dans les statistiques	Incluses en 1995 dans les statistiques	Incluses en 1996 dans les statistiques	Incluses en 1997 dans les statistiques	Nombre d'exploitations
0	0	0	1	<b>1 272</b>
0	0	1	0	259
0	0	1	1	1 697
0	1	0	0	878
0	1	0	1	126
0	1	1	0	359
0	1	1	1	3 054
1	0	0	0	<b>11 350</b>
1	0	0	1	273
1	0	1	0	213
1	0	1	1	479
1	1	0	0	8 931
1	1	0	1	1 725
1	1	1	0	4 828
1	1	1	1	<b>64 743</b>

0 = exploitation non incluse dans les statistiques

1 = exploitation incluse dans les statistiques

#### *Changements structurels*

L'évolution dont il est question dans la présente section est reflétée dans les Statistiques de revenus et d'impôts de l'agriculture et de la sylviculture. Comme nous l'avons déjà vu, la définition de l'unité statistique employée dans les statistiques diffère de celle qu'utilise le registre agricole, mais l'évolution dont nous parlons est similaire.

Le nombre de fermes décroît à mesure qu'elles gagnent en taille. Ce phénomène est aussi connu en Finlande que dans l'Union européenne. Entre 1980 et 1997, le nombre d'exploitations finlandaises a chuté de 49,7%, soit une perte de 77 500 unités, ce qui représente une diminution annuelle de 4 600 exploitations en moyenne. Au cours de la même période, le secteur agricole finlandais a perdu plus de 25 000 fermes de moins de 5 hectares, près du tiers du nombre total d'exploitations perdues. Le nombre de fermes de moins de 20 hectares a chuté de 68,4%, soit une perte de presque 90 000 unités. Au début des années 1990, cette baisse s'est fortement ralentie, atteignant un rythme annuel de disparition de 2 700 exploitations. En 1995, année où la Finlande est entrée dans l'UE, on a constaté une accélération du rythme des disparitions. En l'espace de trois ans, près de 24 000 fermes ont cessé leurs activités, ce qui représente la disparition de près d'une exploitation sur quatre.

Alors que le nombre de fermes de petite taille a diminué, le nombre d'exploitations d'au moins 30 hectares n'a cessé d'augmenter. Entre 1980 et 1997, le nombre d'exploitations de cette taille a doublé en Finlande. La tendance à l'accroissement du nombre de grandes exploitations s'est accéléré en 1995, à tel point qu'en 1997 une

ferme sur quatre dépassait les 30 hectares de terres arables cultivées, alors qu'en 1980 à peine une exploitation sur seize atteignait une telle taille.

Comme le total des terres arables cultivées est resté relativement stable (environ 1,9 million d'hectares) entre 1980 et 1997, les changements qui sont intervenus dans la superficie moyenne des terres arables cultivées par exploitation agricole sont fortement liés à la chute du nombre d'exploitations. Cette taille moyenne par ferme est passée de 12,6 à 24,0 hectares en 17 ans. La ventilation des pourcentages du nombre d'exploitations par catégorie de taille en 1980, 1994 et 1997 montre une tendance à l'augmentation de la superficie moyenne des terres arables cultivées par exploitation (voir l'annexe I).

Après l'adhésion finlandaise à l'UE, la superficie totale des terres arables cultivées des exploitations incluses dans la population statistique a diminué de plus de 3% entre 1994 et 1997. Les données employées n'étant que des statistiques de revenus, elles ne reflètent pas les changements intervenus dans les volumes de production agricole. Concernant les changements au niveau de l'économie nationale, les volumes des productions de lait, de bœuf et d'œufs ont diminué respectivement de 0,6%, 5,6% et 6,6% entre 1994 et 1997. Au cours de la même période, les volumes des productions de porc et de volaille ont augmenté de 7,4% et 33,8%. Les récoltes de blé, d'orge et d'avoine de 1997 ont respectivement augmenté de 37,6%, 7,8% et 8,1% par rapport à 1994. Les ressources de production des exploitations qui ont cessé la production agricole ont pour la plupart été transférées vers les exploitations qui continuaient à produire, ou vers de nouvelles exploitations.

Tableau 4: Évolution du nombre d'exploitations par superficie de terres arables cultivées

	Évolution	Variations annuelles moyennes			Évolution		
		80-97	80-97	80-90	90-94	94-95	95-96
Terres arables cultivées	80-97	80-97	80-90	90-94	94-95	95-96	96-97
2 – 4,9	-80,8	-9,2	-7,4	-1,7	-22,6	-33,2	-13,8
5 - 9,9	-76,9	-8,2	-7,1	-5,1	-19,8	-17,5	-9,9
10 – 19,9	-51,2	-4,1	-2,1	-4,6	-12,1	-10,3	-7,7
20 – 29,9	6,3	0,4	2,7	-1,5	-3,0	-4,8	-4,5
30 – 49,9	89,7	3,8	4,3	4,3	3,0	1,6	0,7
50 – 99,9	199,7	6,7	5,9	3,2	21,1	10,2	11,7
100 >	212,3	6,9	3,1	10,0	21,4	13,9	13,9
Total	-49,7	4,0	3,2	2,5	-9,9	-10,1	-5,0

#### *Évolution des revenus moyens*

L'analyse ci-dessous est fort similaire à celle du rapport rédigé par M. P. Pyykkönen de l'Institut de recherche économique Pellervo (Pyykkönen 1999).

Le tableau 5 décrit le niveau des revenus agricoles moyens des exploitations agricoles, d'après les Statistiques de revenus et d'impôts de l'agriculture et de la sylviculture pour la période 1994-1997. Le revenu agricole mesure l'indemnité pour travail non rémunéré, la rémunération des terres appartenant à des exploitations ainsi

que la production découlant de l'utilisation de capitaux. Entre 1995 et 1999, la loi fiscale a autorisé les agriculteurs à effectuer une "déduction d'ajustement". Si l'on tient compte de cette déduction, les revenus d'après 1995 sont comparables à ceux de 1994.

Tableau 5: Revenus agricoles moyens entre 1994 et 1997

	1994	1995	1996	1997
Revenus agricoles	62 304	70 958	67 498	69 570
Déduction d'ajustement	0	4 256	4 702	4 801
Revenus comparables	62 304	75 214	72 200	74 371
Nombre d'exploitations	92 542	84 644	77 043	73 369

Le niveau des revenus agricoles moyens a augmenté d'environ 12 000 FIM entre 1994 et 1997, soit une croissance de 19,4%. La forte augmentation des revenus agricoles en 1995 est due aux sommes accordées en compensation de la baisse de valeur des actions détenues par les agriculteurs.

L'annexe II montre l'évolution du niveau des revenus d'après la production principale de l'exploitation agricole concernée. Seules les exploitations qui pratiquent l'élevage de volaille présentent un niveau de revenus moyens plus bas en 1997 qu'en 1994. Les exploitations qui élèvent du bétail ont augmenté de plus de 20% leurs revenus moyens et celles qui pratiquent l'élevage de porcs présentent une augmentation de 20% en 1997 par rapport à 1994. Les exploitations qui produisent du lait cru et des céréales ont quant à elles connu une augmentation moyenne du niveau de leurs revenus de respectivement 10% et 5%. Si l'on emploie l'indice des prix implicite du PIB comme déflateur, on obtient une augmentation du niveau des revenus réels dans toutes les autres productions principales à l'exception des exploitations productrices de volaille ou de céréales.

#### *Exploitations ayant disparu des statistiques en 1995*

Un total de 11 350 exploitations qui figuraient dans les Statistiques de revenus et d'impôts de l'agriculture et de la sylviculture de 1994 n'apparaissent plus dans les statistiques de 1995. Plus d'un tiers de ces exploitations ayant cessé leurs activités comptaient moins de 5 hectares de terres arables cultivées, et 90% moins de 20 hectares. Seules quelque 500 exploitations de plus de 30 hectares de terres arables cultivées avaient cessé leurs activités.

Les exploitations ayant cessé leurs activités étaient caractérisées par une faible superficie mais aussi par des revenus agricoles peu élevés. Les revenus agricoles d'une ferme de moins de 5 hectares étaient de 4 667 FIM. Les revenus moyens des exploitations de moins de 20 hectares n'étaient que de 14 187 FIM. Pour 80% des exploitations ayant cessé leurs activités, les revenus agricoles ne dépassaient pas 20 000 FIM. Certaines exploitations à revenus élevés ont également arrêté de produire. Le nombre de fermes présentant des revenus agricoles de plus de 200 000 FIM était de 117, soit à peine un peu plus de 1% du total des exploitations ayant cessé leurs activités.

Dans 45% de ces dernières, la production principale consistait en cultures. Ce type de production se traduit à l'évidence par des niveaux de revenus inférieurs à ceux des exploitations d'élevage d'animaux. Même si de nombreuses fermes à bétail ont cessé leurs activités d'élevage entre 1994 et 1997, leur production a continué sous la forme de cultures. Cet aspect n'est pas entré en ligne de compte dans la présente étude car la production principale avait été déterminée par la situation en vigueur en 1994.



De nombreuses exploitations où la production agricole n'était qu'une activité secondaire ont cessé leurs activités. Elles représentent clairement la plus grande proportion, à savoir plus d'un tiers, des exploitations ayant cessé leurs activités. Plus de 20% des exploitations ayant cessé leurs activités avaient pour production principale la culture de céréales, et une exploitation sur six s'occupait d'industrie laitière.

*Exploitations apparues dans les statistiques en 1997*

Les revenus agricoles moyens des 1 274 exploitations qui sont apparues dans les statistiques de revenus en 1997 n'étaient que de 37 284 FIM, soit juste la moitié des revenus des exploitations qui étaient restées dans les statistiques entre 1994 et 1997.

*Évolution des revenus moyens des exploitations continuant la production*

La présente section est centrée sur l'évolution des revenus des fermes présentes dans les statistiques pendant toute la période de référence, de 1994 à 1997. Ces exploitations sont au nombre de 64 743. Les exploitations présentes dans les statistiques de 1994 à 1997 étaient respectivement au nombre de 92 542, 84 644, 77 043 et 73 369.

En y ajoutant la déduction d'ajustement mentionnée plus haut, les revenus de 1995, 1996 et 1997 sont comparables à ceux de 1994.

Selon une étude effectuée sur la base des Statistiques de revenus et d'impôts de l'agriculture et de la sylviculture, les revenus agricoles moyens des exploitations continuant la production ont augmenté de plus de 11 000 FIM en 1995. Comme nous l'avons déjà mentionné, cette augmentation s'explique par les sommes accordées à l'époque en compensation de la baisse de valeur des actions détenues par les agriculteurs. Aucune information précise n'est disponible au sujet de l'importance moyenne de ces sommes compensatoires. Dans l'hypothèse où environ 100 000 fermes auraient bénéficié de cette aide, la somme versée à chaque exploitation dépasserait 20 000 FIM. Sans cette compensation pour moins-value d'actions, les revenus agricoles auraient donc diminué d'environ 10 000 FIM.

En 1996, les revenus agricoles par ferme ont baissé de près de 9 000 FIM par rapport à 1995, et sont restés quasi inchangés en 1997. Les revenus agricoles moyens des exploitations ayant continué la production n'ont donc augmenté que de 2,7% entre 1994 et 1997. Le tableau 6 traduit cette évolution des revenus. En termes réels, les revenus agricoles ont connu une baisse identique si l'on emploie comme déflateur l'indice des prix implicite du PIB, comme pour le calcul des indicateurs des revenus agricoles.

Tableau 6. Évolution des revenus moyens des exploitations qui ont figuré dans les statistiques pendant toute la période de référence

	1994	1995	1996	1997
Revenus agricoles	75 847	81 350	72 418	72 830
Déduction d'ajustement	0	5 128	5 197	5 080
Revenus comparables	75 847	86 478	77 615	77 910
Nombre d'exploitations	64 743	64 743	64 743	64 743

Si l'on examine les revenus agricoles moyens par production principale, on constate une nette diminution de revenus des exploitations pratiquant l'élevage de volaille, et cette baisse est encore plus prononcée en termes réels. C'est la production d'œufs qui a le plus souffert depuis l'adhésion à l'UE. La présente étude couvre 1 331 exploitations pratiquant l'élevage de volaille. Dans les exploitations de cultures céréalières, les revenus agricoles moyens de 1997 ont également accusé une baisse, quoique plus légère, par rapport à 1994. En termes réels, les revenus agricoles moyens ont diminué. La présente étude couvre 15 179 exploitations de cultures céréalières.

Parmi les cinq productions principales étudiées, on note une croissance des revenus agricoles moyens des fermes d'exploitation laitière, d'élevage de bétail et de porc. Les revenus agricoles des fermes d'exploitation laitière ont en moyenne augmenté de 4,3% entre 1994 et 1997. Le nombre d'exploitations concernées était de 22 381. La croissance moyenne de 12,4% des exploitations pratiquant l'élevage du bétail est calculée à partir des données sur les revenus de 4 247 fermes. Les données concernant les 4 442 exploitations porcines indiquent une croissance des revenus agricoles de 11,9%. En termes réels, seules les exploitations pratiquant l'élevage de bétail ou de porcs ont connu une augmentation de revenus.

L'annexe III présente l'évolution des revenus des exploitations qui ont continué une activité agricole, ventilés par type de production principale.

#### *Évolution des revenus des divers types d'exploitations*

La présente section examine les revenus agricoles des exploitations individuelles en 1994 et 1997. Il serait bien sûr possible de décrire la totalité de l'évolution des revenus de 1994 à 1997, mais nous n'avons considéré que les années 1994 et 1997 par souci de bonne gestion des données.

Les revenus agricoles ont régressé de plus de 10 000 FIM dans plus de 30 500 exploitations (soit 47% du nombre total). Moins d'un cinquième des exploitations ont réussi à maintenir le niveau de leurs revenus (une évolution de moins de 10 000 FIM), et plus d'un tiers ont augmenté leurs revenus agricoles d'au moins 10 000 FIM. Toutefois, l'évolution des revenus a été inférieure à 30 000 FIM pour plus de la moitié (56%) des exploitations. Seules un tiers des exploitations pratiquant l'élevage de volaille ont connu une évolution des revenus de moins de 30 000 FIM, et à peine 40% des exploitations porcines ont enregistré une évolution des revenus aussi faible. En revanche, l'évolution des revenus a été de moins de 30 000 FIM pour 67% des exploitations de cultures céréalières. On compte nettement plus d'exploitations ayant maintenu leur niveau de revenus parmi les exploitations de cultures céréalières que du côté des exploitations d'élevage. Les évolutions de revenus des exploitations de cultures céréalières ont également été moindres que dans les exploitations d'élevage. Les évolutions de revenus agricoles étaient inférieures à 80 000 FIM dans plus de 80% des exploitations, parmi lesquelles 75% pratiquaient l'exploitation laitière, 63% l'élevage porcin et 56% l'élevage de volaille. Les revenus agricoles des exploitations d'élevage étant en moyenne supérieurs à ceux des exploitations de cultures céréalières, les évolutions sont moindres lorsqu'on les considère comme des évolutions relatives.

Si l'on prend en compte le critère de la taille de l'exploitation, on constate que plus de 90% des exploitations de moins de cinq hectares ont connu une évolution des revenus inférieure à 30 000 FIM. Avec la croissance de la taille des exploitations, la proportion de telles exploitations a diminué pour donner une évolution des revenus inférieure à 30 000 FIM dans seulement 20% des exploitations de plus de 100 hectares.

Une diminution de revenus de plus de 100 000 FIM a marqué plus de 2 000 exploitations, dont près de 40% étaient actives dans l'industrie laitière, plus de 17% étaient des exploitations de cultures céréalières et 15% pratiquaient l'élevage tant de porcs que de volaille. La grande proportion d'exploitations laitières résulte probablement de leur changement de production principale au profit des cultures céréalières, par exemple, changement qui a entraîné une baisse de leurs revenus agricoles. De façon logique, les revenus de plus de 2 400 exploitations ont augmenté d'au moins 100 000 FIM. Parmi ces exploitations, 40% étaient actives dans l'industrie laitière, 20% dans l'élevage porcin et 15% dans les cultures céréalières.

Pour une exploitation d'élevage de volaille sur six, les revenus ont chuté d'au moins 100 000 FIM. À peine un peu plus de 5% des éleveurs de volaille ont augmenté leurs revenus agricoles de plus de 100 000 FIM.

Parmi les exploitations agricoles pratiquant l'élevage porcin, 10% ont augmenté leurs revenus agricoles de plus de 100 000 FIM. Plus d'un dixième des exploitations de plus de 30 hectares ont augmenté leurs revenus agricoles de plus de 100 000 FIM, alors que 7% des exploitations de la même taille ont subi une diminution de leurs revenus agricoles d'au moins 100 000 FIM.

### *Conclusions*

Les sources de données statistiques étayaient fortement la conclusion selon laquelle la majeure partie, voire l'ensemble, de l'évolution favorable des revenus des exploitations agricoles s'explique par la restructuration de l'agriculture finlandaise. Entre 1994 et 1997, les revenus agricoles des exploitations qui ont continué la production ont augmenté d'à peine 2,7% en moyenne. Toutefois, le niveau des revenus agricoles de l'ensemble des exploitations était en moyenne plus élevé de 19,4% en 1997 qu'en 1994. En termes réels, les revenus agricoles des exploitations qui ont continué la production ont diminué de 2,7% si l'on emploie comme déflateur l'indice implicite du PIB en prix du marché. Il convient de remarquer que, selon l'indicateur de revenus n° 3 qu'utilise l'UE, cette évolution a été de -1,6% (Eurostat: Revenus des activités agricoles, 1998. Études et recherche. Thème 5. Agriculture et pêche).

En utilisant des sources de données microéconomiques, il est possible de décrire les effets des changements structurels au niveau des exploitations agricoles. La croissance sensiblement supérieure du niveau moyen de revenus comparativement aux exploitations qui continuent la production est indicative du fait que les exploitations qui arrêtent de produire et celles qui démarrent ont des revenus agricoles moins élevés que celles qui continuent la production. Puisque les ressources de production, comme les champs, sont restées pour ainsi dire inchangées et que les volumes de production ne se sont pas effondrés, hormis la production d'œufs, on peut avancer sans risque d'erreur que les changements structurels entraîneront également une croissance des revenus des exploitations qui poursuivent leurs activités. Les conclusions de l'examen des données statistiques employées corroborent cette hypothèse. Un très grand nombre d'exploitations agricoles ont cependant subi des pertes de revenus. Étant donné que la présente étude ne tente pas de déterminer les types d'exploitations ayant subi ces pertes, qu'elles aient été en période de ralentissement en vue de la cessation de leurs activités à la fin de la période transitoire en 1999, ou qu'elles aient été des exploitations ayant fortement investi dans la production, cette question devra faire l'objet d'autres études.

*Références*

KETTUNEN L. 1996, *Ajustement de l'agriculture finlandaise en 1995*, Institut de recherche économique agricole, Publications 81. 158 p.

NIEMI J. et LINJAKUMPU H., *Le développement structurel régional de l'agriculture finlandaise jusqu'en 2005*, Institut de recherche économique agricole, Publications 81. 158 p.

PYYKKÖNEN P., 1999, *L'impact des changements structurels sur l'évolution des revenus agricoles dans les premières années de l'adhésion de la Finlande à l'UE*, Institut de recherche économique Pellervo, rapport n° 166, 39 p.

Revenus des activités agricoles, 1998. Données 1980-98. Eurostat. 1999. Études et recherche. Thème 5. Agriculture et pêche.

**Annexe I**

Nombre d'exploitations agricoles gérées par des personnes physiques et classées par catégories de taille

Taille (en hectares)	1980	1985	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
2 – 4,9	31 281	23 998	14 441	13 697	14 336	13 995	13 480	10 439	6 978	6 016
5 - 9,9	51 962	40 105	24 848	23 724	23 151	21 222	20 169	16 181	13 343	12 016
10 – 19,9	47 852	44 759	38 681	37 468	35 805	33 468	32 083	28 206	25 300	23 359
20 –29,9	15 266	16 554	19 833	19 561	19 019	18 635	18 390	17 842	16 986	16 226
30 – 39,9	7 460	8 735	11 330	11 512	11 894	12 692	13 432	13 829	14 047	14 151
50 – 99,9	2 007	2 407	3 552	3 626	3 725	3 881	4 035	4 885	5 385	6 014
100 >	236	232	319	330	361	423	468	568	647	737
Total	156 064	136 790	113 004	109 918	108 291	104 316	102 057	91 950	82 686	78 519
Taille moyenne de l'expl.	12,6	14,1	17,5	17,8	17,9	18,5	19,1	20,9	22,8	24,0
Total de la superficie arable cultivée	1 963	1 922	1 972	1 957	1 942	1 934	1 946	1 921	1 881	1 881

**Annexe II**

Évolution du niveau des revenus agricoles des exploitations, ventilation par production principale

**II.1**

Exploitation laitière	1994	1995	1996	1997
Revenus agricoles	99 862	108 260	100 987	105 113
Déduction d'ajustement	0	4 440	4 860	4 957
Revenus comparables	99 862	112 700	105 847	110 070

## II.2

Élevage de bétail	1994	1995	1996	1997
Revenus agricoles	46 066	50 405	51 195	53 066
Déduction d'ajustement	0	2 879	3 219	3 524
Revenus comparables	46 066	53 284	54 414	56 590

## II.3

Élevage porcin	1994	1995	1996	1997
Revenus agricoles	118 527	156 308	121 369	126 929
Déduction d'ajustement	0	12 925	13 752	14 120
Revenus comparables	118 527	169 233	135 121	141 049

## II.4

Élevage de volaille	1994	1995	1996	1997
Revenus agricoles	120 260	121 283	107 832	100 205
Déduction d'ajustement	0	12 321	13 846	13 133
Revenus comparables	120 260	133 604	121 678	113 338

## II.5

Cultures céréalières	1994	1995	1996	1997
Revenus agricoles	42 254	46 219	41 263	41 120
Déduction d'ajustement	0	2 837	3 243	3 325
Revenus comparables	42 254	49 056	44 506	44 445

**Annexe III**

Évolution des revenus des exploitations ayant continué leurs activités agricoles, ventilation par production principale

## III.1

Exploitation laitière	1994	1995	1996	1997
Revenus agricoles	106 730	111 997	102 964	106 101
Déduction d'ajustement	0	5 350	5 372	5 245
Revenus comparables	106 730	117 347	108 336	111 346

## III.2

Élevage de bétail	1994	1995	1996	1997
Revenus agricoles	52 527	54 819	53 677	55 325
Déduction d'ajustement	0	3 469	3 558	3 729
Revenus comparables	52 527	58 288	57 235	59 054

## III.3

Élevage porcin	1994	1995	1996	1997
Revenus agricoles	127 721	166 144	125 152	128 031
Déduction d'ajustement	0	15 573	15 200	14 941
Revenus comparables	127 721	181 717	140 352	142 972

## III.4

Élevage de volaille	1994	1995	1996	1997
Revenus agricoles	145 569	134 695	114 829	102 021
Déduction d'ajustement	0	14 846	15 304	13 896
Revenus comparables	145 569	149 541	130 133	115 917

## III.5

Cultures céréalières	1994	1995	1996	1997
Revenus agricoles	47 906	50 687	44 174	44 009
Déduction d'ajustement	0	3 418	3 584	3 518
Revenus comparables	47 906	54 105	47 758	47 527